

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil  
accompagnant le projet de décret concernant  
l'adhésion du canton de Fribourg à la convention  
intercantonale relative à la Haute Ecole de théâtre  
de Suisse romande**

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message et le projet de décret concernant l'adhésion du canton de Fribourg à la convention intercantonale relative à la Haute Ecole de théâtre de Suisse romande (ci après: HETSR).

1. Historique du projet
2. Description de la future HETSR
3. Coûts et financement
4. Forme juridique
5. La convention intercantonale
6. Etat actuel des travaux de mise en place de la HETSR
7. Conclusion

**1. HISTORIQUE DU PROJET**

Dans la continuité de la mise en place des structures de formation professionnelle supérieure en Suisse et en Suisse romande en particulier, la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (ci-après: CIIP) a adopté en décembre 1997 un mandat d'étude et de proposition visant à organiser les formations dans les professions et métiers de la scène. Le mandat a été confié à M. Alain Knapp, professeur à l'Ecole nationale d'art dramatique de Lyon, ancien directeur de l'Ecole nationale de Strasbourg et connaisseur du tissu théâtral et culturel de la Suisse romande. Il a déposé son rapport en août 1998, après avoir rencontré notamment les directeurs et les doyens et doyennes chargés de l'enseignement du théâtre des Conservatoires de Genève, Lausanne, Fribourg et du Valais et les directeurs des principaux théâtres institutionnels et indépendants.

A la suite de l'étude de M. Knapp, la CIIP a décidé, en novembre 1998, de poursuivre les travaux dans la perspective de créer une institution de formation supérieure dans le domaine théâtral, sur la base des principes suivants:

- a) unicité de l'institution et localisation sur un seul site à déterminer;
- b) mandat limité à la formation des comédiens et comédiennes et des metteurs et metteuses en scène;
- c) mandat de formation professionnelle, à l'exclusion de la formation préparatoire prise en charge par les institutions existantes;
- d) conditions d'admission et de certification exigeantes;
- e) structure de formation fondée sur les principes de la formation professionnelle liant la pratique et la formation théorique;
- f) modalités d'accompagnement à l'entrée dans la profession;
- g) garantie de reconnaissance des diplômes aux niveaux suisse et international.

Un groupe de travail ad hoc, auquel a été étroitement associé l'expert susmentionné, a élaboré ensuite un projet de mise en place d'une Haute Ecole de théâtre de Suisse romande.

Ce groupe a consulté, rencontré et informé les milieux du théâtre en Suisse romande à quatre reprises au cours de l'année 1999 et leur a présenté sa proposition finale en mai 2000, laquelle a reçu l'adhésion des professionnel-le-s du théâtre de Suisse romande.

En novembre 2000, la CIIP a adopté les principes généraux du projet; elle a lancé un appel d'offre de locaux en vue de la localisation de l'Ecole. Elle a délibéré sur le détail d'un projet de convention intercantonale.

Le 31 mai 2001, elle a adopté la convention faisant l'objet du présent message et projet de décret, sous réserve de la détermination du lieu d'implantation de l'institution. La localisation de la HETSR à Lausanne a été finalement décidée le 29 septembre 2001, sur la base de l'offre présentée par les autorités vaudoises (Etat et ville de Lausanne) à la CIIP.

**2. DESCRIPTION DE LA FUTURE HETSR**

La nouvelle institution aura pour mission de répondre aux besoins de formation professionnelle des comédiens et comédiennes ainsi que des metteurs et metteuses en scène pour l'ensemble de la Suisse romande. Elle devra assurer une relève artistique de haut niveau dans le domaine de l'expression théâtrale, favoriser la création théâtrale d'expression française en Suisse et assurer une présence artistique de qualité sur les plans national et international. La HETSR fédérera l'engagement des pouvoirs publics de tous les cantons de la Suisse romande, en assurant une utilisation économique rationnelle des moyens financiers et en étant ouverte aux contributions privées.

En ce qui concerne les étudiants et étudiantes fribourgeois de langue maternelle allemande, ils auront toujours, comme aujourd'hui déjà, la possibilité de s'inscrire auprès de plusieurs écoles d'art dramatique de Suisse allemande, conformément à la convention scolaire régionale (CSR 2000) de la Conférence des Directeurs de l'instruction publique du Nord-Ouest de la Suisse.

**2.1 Caractéristiques et spécificités de la future HETSR**

Les principales caractéristiques de la future HETSR, sur le plan de son organisation et de sa gestion pédagogique, culturelle et administrative, sont les suivantes:

- Confier l'enseignement préprofessionnel à d'autres institutions, en particulier aux classes d'art dramatique du Conservatoire de Fribourg et à des écoles privées.
- Donner à son directeur ou à sa directrice une réelle autonomie et autorité sur l'ensemble des questions de gestion et sur le choix de ses collaborateurs et collaboratrices.
- Autoriser des conditions souples et attrayantes d'engagement des professeur-e-s, favorisant l'ouverture et la mobilité.
- Favoriser l'intervention d'enseignants et enseignantes suisses et étrangers de haut niveau.
- Disposer de locaux (salles de répétitions, bibliothèque, vidéothèque, salle polyvalente dotée d'un bon équipement technique, loges, lieu de stockage, etc.) conformes aux standards d'une haute école.
- Regrouper les compétences au sein d'un même lieu et développer une formation pluraliste.

## 2.2 Coursus pédagogique

L'enseignement de la HETSR se déroulera sur trois ans et selon une progression assurant une gradation dans l'acquisition des connaissances. Tous les aspects nécessaires à l'exercice du théâtre et à un avenir professionnel probable seront pris en considération. Cette double préoccupation demande que la formation dispensée à la HETSR soit ouverte au plus grand nombre possible de pratiques théâtrales et, corollaire obligé, qu'elle fasse appel régulièrement à des collaborateurs et collaboratrices extérieurs et noue des liens permanents avec les metteurs et metteuses en scène des théâtres institutionnels et indépendants de Suisse romande. En effet, ce sont les professeur-e-s d'aujourd'hui qui seront les employeurs de demain.

Le cursus pédagogique au sein de la HETSR peut se résumer comme il suit:

**Première année:** étude des bases essentielles de la pratique théâtrale. Priorité est donnée aux techniques corporelles, vocales, à la culture générale, la grammaire de l'acteur ou de l'actrice et l'invention du jeu.

**Deuxième année:** maintien des techniques dites de base. Premiers cours d'écriture dramatique. Interprétation et questions sur la mise en scène. Les après-midi du dernier trimestre sont consacrés à un atelier de réalisation. A la fin de cette année d'études, certains étudiants et étudiantes pourront se spécialiser dans la mise en scène. Leur cursus se poursuivra dans une alternance entre travaux en école et stages dans des théâtres institutionnels ou des compagnies indépendantes.

**Troisième année:** techniques de base. Ecriture dramatique. Disciplines parathéâtrales. Jeu devant la caméra. Expression radiophonique. Ateliers de réalisation sous la direction de metteurs ou metteuses en scène différents.

## 2.3 L'aide à l'insertion professionnelle des diplômé-e-s (Jeune Théâtre romand)

Le rayonnement de la HETSR passera non seulement par la qualité de l'enseignement qui y est dispensé, mais aussi par la valorisation des diplômes qu'elle va octroyer. Sous le nom de «Jeune Théâtre romand», il s'agira de mettre en place une structure, juridiquement indépendante de la HETSR mais qui lui sera étroitement associée, dans le but d'assurer le cachet des jeunes diplômé-e-s engagés par une compagnie de théâtre durant une période de deux ans à raison de trois mois de traitement annuel.

Le fonds à créer à cette fin devrait être alimenté par une contribution annuelle minimale du budget de fonctionnement de la HETSR et surtout par des ressources privées (entreprises, loteries, autres fonds).

## 3. COÛTS ET FINANCEMENT

### 3.1 Budget de fonctionnement

Le budget de fonctionnement de la future HETSR a été établi conformément au programme d'enseignement proposé par l'expert de la CIIP ainsi qu'aux activités spécifiques de l'Ecole.

Les normes de rétribution retenues pour les professeur-e-s correspondent à celles qui sont prévues pour les enseignants et enseignantes du niveau secondaire supérieur du

canton de Vaud. Le personnel enseignant sera engagé sous statut de droit privé, en principe à la tâche ou selon un contrat d'une durée n'excédant pas deux ans. Il est prévu que la HETSR dispense au total 1800 heures d'enseignement par année.

Le personnel de direction et d'administration comprendra:

- un directeur ou une directrice consacrant une partie de son temps à l'enseignement;
- un administrateur ou une administratrice;
- un assistant ou une assistante de direction et secrétaire;
- un technicien ou une technicienne de régie;
- un ou une bibliothécaire documentaliste à temps partiel;
- du personnel de conciergerie.

Le budget comprend une rubrique de location de surfaces de l'ordre de 1000 m<sup>2</sup> pour un montant annuel estimé à 200 000 francs.

Enfin, le budget inclut une contribution forfaitaire de 50 000 francs aux actions du Jeune Théâtre romand (participation à l'insertion professionnelle de jeunes comédiens et comédiennes).

<b>Charges de personnel</b>	<b>1 230 000.–</b>	<b>60,5 %</b>
– Direction et administration	550 000.–	
– Enseignement	680 000.–	
<b>Charges de fonctionnement</b>	<b>802 000.–</b>	<b>39,5 %</b>
– Activités spécifiques de l'Ecole	476 000.–	
– Biens, services et marchandises	326 000.–	
<b>Total des charges</b>	<b>2 032 000.–</b>	<b>100 %</b>
<b>Revenus divers</b>	<b>85 000.–</b>	<b>4,2 %</b>
<b>Contributions des cantons</b>	<b>1 947 000.–</b>	<b>95,8 %</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>2 032 000.–</b>	<b>100 %</b>

### 3.2 Le financement du projet

Dans le projet de budget présenté ci-dessus, 1 947 000 francs devront être couverts par les pouvoirs publics partenaires de la HETSR. Le financement, inscrit dans la convention (art. 10), s'opère selon les principes suivants:

#### 3.2.1 La part précipitaire du canton siège

Le canton siège de la HETSR, à savoir le canton de Vaud, assume une part précipitaire de 40 % des frais de fonctionnement au titre de l'avantage de site.

#### 3.2.2 La part générale des autres cantons partenaires de la convention

En sa qualité d'institution culturelle intercantonale romande, la HETSR est financée, hors de la part précipitaire du canton siège, par l'ensemble des cantons ayant adhéré à la convention (y compris le canton siège) à raison de 20 % au prorata de leur population de langue française, conformément à la clé générale des budgets de la CIIP. La HETSR espère également pouvoir compter sur d'autres ressources externes (dons, mécénat, etc.) ainsi que, à terme, sur des subventions fédérales.

#### 3.2.3 Les parts cantonales selon le nombre des étudiants et étudiantes

Le solde du financement intercantonal est assumé par les cantons au prorata du nombre des étudiants et étudiantes

selon leur origine cantonale, établie conformément aux critères de domicile communément admis et selon la définition de l'Accord intercantonal sur les hautes écoles spécialisées (AHES) du 4 juin 1998 (art. 5).

#### **3.2.4 Cas des étudiants et étudiantes des autres cantons et de l'étranger**

Les ressortissants et ressortissantes de cantons non partenaires de la HETSR peuvent être admis à l'Ecole, pour autant que leur canton d'origine accepte de contribuer au financement selon les normes admises dans l'Accord intercantonal (AHES) du 4 juin 1998 pour une formation de ce type.

Les ressortissants et ressortissantes d'Etats étrangers seront admis, dans la mesure où ils répondent aux conditions. Ces étudiants et étudiantes ne participent pas à la répartition prévue sous le chiffre 3.2.3 ci-dessus. Leur nombre ne devrait, en principe, pas excéder 10 % de l'effectif des étudiants et étudiantes de la HETSR.

#### **3.3 Simulation des effets du financement ainsi proposé**

Dans la simulation ci-dessous, le nombre des étudiants et étudiantes de la HETSR est arrêté à 30. Ce nombre correspond aux critères d'exigence posés, d'une part, par le concours d'entrée et, d'autre part, selon le principe des entrées biennales retenu.

Le nombre d'étudiants et étudiantes étrangers est arrêté à quatre unités; il correspond à la moyenne observée au cours des dernières années dans les formations professionnelles actuelles des Conservatoires de Lausanne et de Genève.

Part précipitaire du canton siège: **40 %**

Part générale de l'ensemble des cantons partenaires: **20 %**

Solde: en proportion du nombre d'étudiants et étudiantes ressortissants.

**Solde budgétaire à financer 1 947 000**

Siège de la HETSR à Lausanne, Vaud

Berne	Fribourg	Genève	Jura	Neuchâtel	Valais	Vaud	Total
-------	----------	--------	------	-----------	--------	------	-------

<b>i) Part précipitaire du canton siège 40 %</b>	<b>40</b>	<b>778 800</b>						<b>778 800</b>	<b>778 800</b>
--	-----------	----------------	--	--	--	--	--	----------------	----------------

<b>ii) Participation selon la population 20 %</b>	<b>20</b>	<b>389 400</b>							
	<b>Population</b>								
Berne	70 334	4,24 %	16 525						
Fribourg	152 462	9,20 %		35 820					
Genève	395 876	23,89 %			93 009				
Jura	67 744	4,09 %				15 916			
Neuchâtel	165 538	9,99 %					38 892		
Valais	190 657	11,50 %						44 794	
Vaud	614 807	37,09 %							144 445
<b>Total</b>	<b>1 657 418</b>	<b>100,00 %</b>							<b>389 400</b>

<b>iii) Participation selon le nombre d'étudiants 40 %</b>	<b>778 800</b>									
4 ressortissants étrangers hors répartition	<b>Nb étudiants</b>		1	3	7	2	1	2	10	<b>26</b>
	<b>Montant</b>		29 954	89 862	209 677	59 908	29 954	59 908	299 538	778 800

<b>Total des contributions cantonales</b>										
<b>Berne</b>	<b>46 478</b>									
<b>Fribourg</b>		<b>125 682</b>								
<b>Genève</b>			<b>302 686</b>							
<b>Jura</b>				<b>75 824</b>						
<b>Neuchâtel</b>					<b>68 846</b>					
<b>Valais</b>						<b>104 701</b>				
<b>Vaud</b>							<b>1 222 784</b>			
<b>Total</b>										<b>1 947 000</b>

### 3.4 Incidences financières pour le canton

Jusqu'à aujourd'hui, les étudiants et étudiantes domiciliés dans le canton de Fribourg s'inscrivaient dans les écoles d'art dramatique de Lausanne et de Genève (lesquelles seront fermées dès l'ouverture de la HETSR), dans celles de Suisse alémanique pour les étudiants et étudiantes de langue allemande, ainsi qu'à l'étranger. A ce jour, ces frais d'étude sont à la charge des étudiants et étudiantes, qui bénéficient cependant d'une aide cantonale. En ce qui concerne les étudiants et étudiantes qui fréquentent des écoles situées dans les cantons alémaniques signataires de la convention scolaire régionale (CSR 2000), le canton de Fribourg paie déjà une participation forfaitaire par élève à ces cantons.

Sur la base du nombre d'étudiants et étudiantes domiciliés dans le canton de Fribourg et fréquentant jusqu'à ce jour les écoles d'art dramatique de Lausanne et de Genève, on peut estimer qu'en moyenne trois étudiants ou étudiantes fribourgeois fréquenteront annuellement la future HETSR.

En conséquence, l'incidence financière pour le canton, en cas d'adhésion à la convention intercantonale, sera de l'ordre de 125 682 francs par année pour trois étudiants ou étudiantes (base de calcul: budget type établi par le conseil de fondation provisoire).

La contribution du canton à la HETSR sera portée sous la rubrique budgétaire 3200/351.00 «Contributions pour la fréquentation d'écoles hors du canton». Etant donné que l'Ecole ne commencera ses activités qu'en automne 2003, un montant de 50 000 francs a été inscrit au budget 2003. En revanche, un montant annuel de 125 000 francs a été inscrit au plan financier pour les années 2004 à 2006.

## 4. FORME JURIDIQUE

### 4.1 Une fondation de droit privé

Après diverses études, la CIIP a finalement retenu pour la future HETSR la forme juridique de la fondation de droit privé. Il y a lieu de rappeler qu'une fondation de droit privé est une personne morale qui a pour objet l'affectation de biens en faveur d'un but spécial. Elle est notamment régie par les articles 80 et suivants du code civil. Bien qu'ayant un caractère privé, elle peut poursuivre un but d'intérêt général au service de la communauté, pour autant que certains principes administratifs soient respectés, notamment l'interdiction de l'arbitraire.

La forme juridique de la fondation de droit privé est également intéressante car elle garantit à l'Ecole une certaine indépendance et une souplesse, indispensables dans le domaine de l'enseignement artistique. Du point de vue, par exemple, de l'organisation interne, et plus précisément de la gestion des affaires courantes, il est important que les professionnel-le-s de la branche de l'art dramatique disposent d'une marge d'autonomie dans la prise de décisions. Il en va de la réputation et de la crédibilité de la future Ecole. La fondation de droit privé offre ainsi des atouts déterminants.

Par ailleurs, il y a lieu de relever que la fondation de droit privé est une structure juridique déjà bien connue et pratiquée par des cantons romands. L'on pense notamment aux Conservatoires de Bienne, Genève et Lausanne, à

l'Ecole hôtelière de Lausanne ou encore à l'Ecole d'ingénieurs de Changins.

### 4.2 Les données centrales de l'acte de création et des textes subséquents

La HETSR verra le jour à la faveur d'une volonté politique concrétisée par une convention intercantonale. L'acte de création de la fondation de droit privé, à proprement parler, sera constitué par les statuts, auxquels s'ajouteront, en principe, un règlement général et deux règlements spécifiques concernant les étudiants et étudiantes et le personnel administratif et professoral.

Les **statuts** de la fondation de droit privé devraient contenir tous les éléments essentiels relatifs à l'organisation et au fonctionnement de la HETSR (forme juridique, but, ressources financières, organes, surveillance, dissolution, etc.). La fondation sera, entre autres, constituée d'un **conseil de fondation**, organe stratégique d'une quinzaine de membres (7 personnes représentant les cantons et 4 personnes représentant les milieux professionnels ainsi que d'autres personnalités cooptées par le conseil), d'un **bureau** (5 membres au maximum, spécialistes des domaines financier, organisationnel, juridique et artistique), d'une direction (assistée d'un conseil pédagogique et d'un conseil de discipline), organes opérationnels.

Le **règlement général** contiendrait les prescriptions autonomes prises par l'organe de la fondation habilité par les statuts, en principe le conseil de fondation. Il énoncerait les règles d'organisation générale et renverrait, pour le surplus, à deux règlements spécifiques.

Le **règlement d'études** contiendrait les prescriptions relatives aux droits et obligations des étudiants et étudiantes, soit notamment les conditions d'admission, la durée des études, les taxes, l'enseignement, les diplômes et les voies de recours. Quant au **règlement sur les conditions générales de travail du personnel administratif et professoral**, il contiendrait les prescriptions relatives aux droits et obligations du personnel de l'Ecole, soit notamment les conditions d'engagement, le cahier des charges et la participation du personnel.

## 5. LA CONVENTION INTERCANTONALE

L'institution d'une Haute Ecole de théâtre de Suisse romande émane de la volonté politique des cantons membres de la CIIP, laquelle se concrétise par une convention intercantonale adoptée le 31 mai 2001, sous réserve de sa ratification par les cantons concernés. Une copie de cette convention est annexée au projet de décret; celle-ci appelle les commentaires suivants:

### Préambule

Il met en évidence l'intention et la finalité de ce projet dont la concrétisation permettrait de créer la première institution de formation artistique romande. Ses finalités s'expriment en termes de formation, d'encouragement à la création théâtrale, de promotion artistique, de valorisation de la création suisse d'expression française et d'utilisation rationnelle des deniers publics.

### Art. 1 Définition de l'objet

L'Ecole a pour but de répondre aux besoins de l'ensemble des cantons de la Suisse romande en matière de formation

des comédiens ou comédiennes et des metteurs ou metteuses en scène. L'Ecole est une institution de type Haute Ecole spécialisée (HES) au sens du droit fédéral et des réglementations intercantionales.

#### **Art. 2 Objectifs**

L'Ecole se doit d'être ouverte aux différentes formes des arts de la scène et aux courants contemporains de l'expression artistique. Elle se doit d'être à l'écoute des besoins des milieux de l'expression théâtrale de la région. Au-delà de la formation professionnelle sanctionnée par un diplôme, elle s'implique dans le processus d'insertion professionnelle de ses diplômé-e-s.

#### **Art. 3 Périodicité et durée de la formation**

La durée du cycle de formation est de trois années de formation proprement dite selon des normes standard des HES. Le cycle de formation n'est ouvert, en principe, que tous les deux ans.

#### **Art. 4 Accès à la formation**

Il s'opère en deux temps: la production des conditions formelles correspondant aux exigences du profil admis par la CDIP, d'une part, et la passation des épreuves d'un concours, d'autre part.

#### **Art. 5 Diplôme**

Le diplôme délivré par l'Ecole doit être reconnu au sens de l'Accord intercantonal de 1993.

#### **Art. 6 Statut juridique de l'Ecole**

Cet article pose le principe de la fondation de droit privé et inscrit l'exigence que les cantons ratifiant la convention disposent chacun d'un siège au conseil de fondation. Les milieux professionnels doivent être associés au conseil de fondation, les représentants des cantons devant rester en nombre majoritaire.

L'Ecole doit conserver la possibilité de s'associer avec d'autres institutions.

#### **Art. 7 Siège de l'Ecole**

Le siège de l'Ecole est fixé à Lausanne. La CIIP en a ainsi décidé le 29 septembre 2001, à la suite du concours ouvert auprès de l'ensemble des partenaires cantonaux potentiels.

#### **Art. 8 Direction, administration et corps enseignant**

Le statut et la compétence d'engagement du directeur ou de la directrice, du personnel et des enseignants ou enseignantes sont fixés au niveau de la convention elle-même.

#### **Art. 9 Budget**

La compétence et les modalités d'adoption du budget sont posées. Notons que l'ensemble des représentants et représentantes cantonaux au sein du conseil de fondation dispose d'une forme de droit de veto, dans la mesure où la majorité des voix lui est acquise (art. 6 al. 3).

#### **Art. 10 Financement**

Les principes du financement intercantonal sont fixés dans la convention.

L'admission d'étudiants ou d'étudiantes issus de cantons hors convention reste possible, les cantons considérés étant redevables d'une participation correspondant au montant figurant dans l'Accord HES de juin 1998.

Pour l'admission des étudiants ou étudiantes étrangers, il est proposé que ceux-ci ou celles-ci soient exclus des calculs de répartition intercantonale; leur nombre ne devrait pas excéder 10 % de l'effectif des étudiants ou étudiantes en formation.

#### **Art. 11 Participation des cantons non-membres de la fondation**

Se référer au paragraphe 2 de l'article 10 ci-dessus.

#### **Art. 12 Entrée en vigueur**

De manière à ne pas bloquer le dispositif d'entrée en vigueur de la convention, il est proposé son entrée en vigueur lorsque cinq cantons ont ratifié la convention, dont les cantons de Genève et de Vaud.

#### **Art. 13 Engagement des cantons**

Disposition formelle assurant l'unicité de l'entreprise dans l'«espace romand».

#### **Art. 14 et 15 Durée de la convention et dénonciation. Ratification**

Dispositions formelles.

#### **Hypothèse du contrôle parlementaire**

Au cours de ses délibérations sur la convention, la CIIP a examiné attentivement cette question. Elle a renoncé à inscrire une disposition à cet égard, sur la proposition de son consultant juridique. En effet, la convention relative à la négociation, à la ratification, à l'exécution et à la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger, entrée en vigueur le 23 avril 2002, précise en son article 8 qu'un contrôle parlementaire est à prévoir lorsque la part du budget annuel prise en charge par chaque canton dépasse en moyenne 1 million de francs. Or les implications financières de la convention HETSR se situent très en deçà de ce montant.

### **6. ÉTAT ACTUEL DES TRAVAUX DE MISE EN PLACE DE LA HETSR**

Les échéances de mise en place de la HETSR découlent des décisions de ratification de la convention par les autorités habilitées dans chacun des cantons de Suisse romande. Au moment de la rédaction de ce message, les cantons du Jura, de Vaud et du Valais y ont adhéré formellement. Les procédures décisionnelles d'adhésion sont actuellement en cours dans les autres cantons concernés.

Les autorités du canton de Vaud qui se sont engagées à mettre à la disposition de l'Ecole les locaux dont elle a

besoin, conformément au cahier des charges mis au concours au début de l'année 2001, ont commencé les travaux d'aménagement des locaux qui accueilleront la HETSR dès l'automne 2003.

La CIIP a désigné au début de l'année 2002 un conseil provisoire de la HETSR, chargé de préparer l'acte de fondation, d'élaborer les règlements requis pour le fonctionnement de l'Ecole, d'assister les autorités vaudoises dans la préparation des locaux, de procéder à la mise au concours du poste de directeur ou directrice de la HETSR et de préparer le projet de budget de l'Ecole.

Le conseil de fondation ne pourra être désigné qu'avec l'entrée en force de la convention, soit dès lorsque cinq cantons l'auront ratifiée, dont les cantons de Vaud et de Genève. Tel devrait être le cas avant l'été 2003. Dans ces conditions, la HETSR pourra accueillir ses premiers étudiants et étudiantes à l'automne 2003.

Le conseil de fondation provisoire a procédé au choix du directeur de la future HETSR, sur la base d'une mise au concours. Il a confié cette responsabilité à M. Yves Beaunesne, metteur en scène d'origine belge, né en 1958, directeur de compagnie et formateur de comédiens. M. Beaunesne est entré en fonction, progressivement, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2002. Les prochaines échéances consisteront en la mise au concours des postes d'enseignement, la publication du règlement d'étude de l'Ecole, l'appel aux candidatures des élèves, le concours d'admission, pour enfin déboucher sur l'ouverture de l'Ecole en septembre 2003.

## 7. CONCLUSION

Depuis plusieurs années, le canton de Fribourg développe une politique d'aide à la création, en particulier dans le domaine de la promotion de l'art dramatique. Ainsi, plusieurs troupes professionnelles, dont le Théâtre des Osses, ont une activité théâtrale régulière dont le rayonnement dépasse les frontières cantonales. Par ailleurs, le canton a renforcé, à la fin des années huitante, l'enseignement de l'art dramatique au Conservatoire, notamment en créant une filière préparatoire aux examens d'admission aux écoles professionnelles d'art dramatique de Suisse et de l'étranger. Grâce à cette politique, plusieurs comédiens et comédiennes fribourgeois ont été formés et exercent leur art dans plusieurs théâtres institutionnels ou indépendants de Suisse romande.

En adhérant à la convention intercantonale relative à la HETSR, le canton de Fribourg pourra donner une meilleure assise aux classes préparatoires d'art dramatique du Conservatoire cantonal, puisque celles-ci deviendront l'une des seules filières institutionnelles de ce type en Suisse romande. De plus, la création d'une Haute Ecole de théâtre de Suisse romande permettra de réunir les forces de l'ensemble des cantons concernés autour d'une seule et même institution. Une telle solution aura l'avantage d'offrir aux futurs comédiens et comédiennes une formation théorique et pratique au sein d'une école aux conditions d'admission et de certification exigeantes, et avec une garantie de reconnaissance des diplômes aux niveaux suisse et international. Enfin, l'adhésion de l'ensemble des cantons de la CIIP à la convention intercantonale sur la HETSR aura une force politique et symbolique importante, puisqu'elle permettra la création de la première institution de formation artistique romande.

En conséquence, nous vous invitons à adopter ce projet de décret concernant l'adhésion du canton de Fribourg à la convention intercantonale relative à la Haute Ecole de théâtre de Suisse romande.

---

**BOTSCHAFT Nr. 59** 1. April 2003  
**des Staatsrats an den Grossen Rat zum  
Dekretsentwurf über den Beitritt des Kantons  
Freiburg zur interkantonalen Konvention  
über die Hochschule für Theater der Westschweiz**

Hiermit legen wir Ihnen die Botschaft und den Dekretsentwurf über den Beitritt des Kantons Freiburg zur interkantonalen Konvention über die Hochschule für Theater der Westschweiz (HETSR) vor.

1. Entstehung des Projekts
2. Beschreibung der künftigen HETSR
3. Kosten und Finanzierung
4. Rechtsform
5. Interkantonale Konvention
6. Stand der Arbeiten zur Umsetzung der HETSR
7. Schlussbemerkung

### 1. ENTSTEHUNG DES PROJEKTS

Im Zuge der Einrichtung der höheren Berufsbildung in der Schweiz, insbesondere in der Westschweiz, hat die Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) im Dezember 1997 eine Studie in Auftrag gegeben, für Vorschläge zur Organisation der Bühnenberufe. Das Mandat erhielt Alain Knapp, Dozent an der Ecole nationale d'art dramatique de Lyon, früherer Direktor der Ecole nationale de Strasbourg und Kenner des Westschweizer Theater- und Kulturbetriebs. Er hat sich mit den Rektoren und Leitern der Schauspielabteilungen der Konservatorien Genf, Lausanne, Freiburg und des Wallis sowie den Direktoren der grösseren institutionellen und unabhängigen Theater getroffen und seinen Bericht im August 1998 vorgelegt.

Aufgrund der Studie von Herrn Knapp hat die CIIP im November 1998 beschlossen, die Schaffung einer höheren Bildungsstätte für Theater weiter zu verfolgen und dafür die folgenden Grundlagen vorzusehen:

- a) Einzigartigkeit der Institution an einem Standort in einem noch festzulegenden Ort;
- b) Bildungsauftrag beschränkt auf die Schauspiel- und Regieausbildung;
- c) Berufsbildungsauftrag ohne Vorbereitung auf die Berufsausbildung; bestehende Institutionen übernehmen diese;
- d) anspruchsvolle Zulassungs- und Zertifizierungsbedingungen;
- e) Bildungsstruktur aufgrund der Berufsbildungsgrundsätze: die Praxis wird mit der theoretischen Ausbildung verbunden;
- f) Starthilfe-Modalitäten für die Schulabsolvent/innen;
- g) Sicherstellung der Anerkennung der Ausweise in der Schweiz und im Ausland.

In enger Zusammenarbeit mit Alain Knapp hat daraufhin eine Ad-hoc-Arbeitsgruppe ein Projekt für die Schaffung einer Theaterhochschule der Westschweiz erarbeitet.

Diese Arbeitsgruppe ist im Laufe des Jahres 1999 viermal mit den Theaterkreisen der Westschweiz zusammengekommen, hat sie informiert und ihnen im Mai 2000 den definitiven Vorschlag vorgelegt; die Theaterkreise der Westschweiz haben sich dem Vorschlag angeschlossen.

Im November 2000 hat die CIIP das Projekt in seinen Grundlinien gutgeheissen; sie hat öffentlich nach Räumlichkeiten für die Schule gesucht und über die Details des Entwurfs einer interkantonalen Konvention verhandelt.

Am 31. Mai 2001 hat sie die Konvention gutgeheissen, um die es in dieser Botschaft und im Dekretsentwurf geht; sie hat dabei die Festlegung des Standorts der Schule vorbehalten. Der Standort Lausanne für die HETSR wurde schliesslich am 29. September 2001 aufgrund eines Angebots, das die Waadtländer Behörden (Kanton und Stadt Lausanne) der CIIP machten, festgelegt.

## **2. BESCHREIBUNG DER KÜNFTIGEN HETSR**

Auftrag der neuen Schule wird die Deckung des Bedarfs betreffend einer Berufsausbildung für Schauspiel und Regie der gesamten Westschweiz sein. Sie muss für einen qualitativ hoch stehenden künstlerischen Nachwuchs im Bereich Theater und die Förderung des französischsprachigen Theaterschaffens in der Schweiz sorgen sowie eine qualitativ hoch stehende künstlerische Präsenz auf nationaler und internationaler Ebene sicherstellen. Die HETSR wird die Bemühungen der öffentlichen Hand aller Kantone der Westschweiz bündeln, die finanziellen Mittel rationell und wirtschaftlich einsetzen und gegenüber Privater offen sein.

Die deutschfreiburgischen Studierenden können sich wie bisher an den verschiedenen Theaterschulen der Deutschschweiz gemäss dem Regionalen Schulabkommen (RSA 2000) der Nordwestschweizer Erziehungsdirektorenkonferenz NW-EDK einschreiben.

### **2.1 Eigenschaften und Besonderheiten der künftigen HETSR**

Die hauptsächlichen Eigenschaften der künftigen HETSR in Bezug auf ihre Organisation und ihren pädagogischen, kulturellen und administrativen Betrieb:

- Die Vorbereitung auf die Berufsausbildung wird anderen Institutionen übertragen, insbesondere den Theaterklassen des Konservatoriums Freiburg und privaten Schulen.
- Der Direktor/die Direktorin verfügt bei allen Angelegenheiten des Betriebs und der Auswahl der Mitarbeitenden über eine reelle Autonomie und Entscheidungsgewalt.
- Bewilligung von flexiblen und attraktiven Anstellungsbedingungen für die Dozierenden zugunsten von Öffnung und Mobilität.
- Bezüglich der schweizerischen und ausländischen Dozierenden wird auf ein hohes Niveau geachtet.
- Die Räumlichkeiten (Proberäume, Bibliothek, Videothek, Mehrzwecksaal mit guter technischer Ausrüstung, Garderoben, Requisitenraum usw.) entsprechen den Standards einer Hochschule.
- Die Kompetenzen sind an einem Ort versammelt, die Ausbildung pluralistisch.

### **2.2 Pädagogische Ausbildung**

Die Ausbildung an der HETSR dauert drei Jahre. Sie ist so aufgebaut, dass das Wissen stufenweise erweitert wird. Alle Aspekte des Theaterbetriebs und der Berufsausübung müssen berücksichtigt werden. Dies bedingt, dass sich die Bildungsgänge der HETSR für möglichst viele Theaterpraktiken öffnen und in diesem Sinn auch regelmässig externe Mitarbeitende beigezogen werden und ein ständiger Kontakt mit institutionellen und unabhängigen Westschweizer Regisseurinnen und Regisseuren besteht. Die Dozierenden von heute werden die Arbeitgeberinnen und Arbeitgeber von morgen sein.

Die pädagogische Ausbildung der HETSR kann wie folgt zusammengefasst werden:

**1. Jahr:** Grundlagen der Schauspieltechnik. Im Vordergrund stehen Körper- und Stimmtechniken, Allgemeinbildung, Berufsregeln, Entdecken und Entwickeln des persönlichen Potentials.

**2. Jahr:** Grundtechniken. Stückeschreiben. Dramaturgie. Regie-Workshops an den Nachmittagen des letzten Trimesters. Am Ende dieses Ausbildungsjahrs können sich die Studierenden, die dies wünschen, auf die Inszenierung spezialisieren. Sie verbringen ihre Ausbildungszeit abwechselnd an der Schule und in Praktika in institutionellen Theatern oder unabhängigen Truppen.

**3. Jahr:** Grundtechniken. Stückeschreiben. Theaternebenfächer. Camera-Acting. Radioarbeit. Schauspiel-Workshops geleitet von verschiedenen Regisseurinnen und Regisseuren.

### **2.3 Starthilfe für die Schulabsolvent/innen (Jeune Théâtre Romand)**

Die Ausstrahlung der HETSR ist nicht nur von der Qualität ihres Unterrichts abhängig, sondern auch von der Wertschätzung ihrer Diplome. Unter dem Namen «Jeune Théâtre Romand» wird eine rechtlich von der HETSR unabhängige, aber eng an sie angeschlossene Struktur eingerichtet, mit dem Ziel, das Honorar der Berufsanfängerinnen und Berufsanfänger, die in Theatertruppen engagiert sind, über zwei Jahre zu drei Monaten Jahresgehalt sicherzustellen.

Der zu diesem Zweck zu schaffende Fonds sollte durch einen Mindestbeitrag des Betriebsbudgets der HETSR sowie hauptsächlich aus privaten Geldern gespiesen werden (Unternehmen, Lotterien, weitere Gelder).

## **3. KOSTEN UND FINANZIERUNG**

### **3.1 Betriebsbudget**

Das Betriebsbudget der künftigen HETSR wurde gemäss dem vom Experten der CIIP vorgeschlagenen Lehrplan sowie den besonderen Aktivitäten der Schule aufgestellt.

Die gewählte Besoldungsregelung für die Dozierenden entspricht derjenigen für Mittelschullehrinnen und Mittelschullehrer des Kantons Waadt. Das Lehrpersonal wird privatrechtlich und grundsätzlich für den erteilten Auftrag oder mit einem höchstens zwei Jahre dauernden Vertrag angestellt. Es ist vorgesehen, dass an der HETSR jährlich insgesamt 1800 Lektionen erteilt werden.

Das Direktions- und Verwaltungspersonal umfasst:

- ein/e Direktor/in, die/der auch ein Unterrichtspensum wahrnimmt;
- ein/e Verwalter/in;
- ein/e Direktionsassistent/in und Sekretär/in;
- ein/e Regietechniker/in;
- eine Bibliothekar/in-Dokumentalist/in in Teilzeit;
- Hauswartzpersonal.

Das Budget umfasst eine Rubrik für die Miete einer Fläche von 1000 m<sup>2</sup> zum Jahresbetrag von rund 200 000 Franken.

Im Budget ist ein Pauschalbeitrag von 50 000 Franken für die Tätigkeiten im Rahmen des Jeune théâtre romand enthalten (Beteiligung an der Starthilfe für Berufsanfänger/innen).

<b>Personalausgaben</b>	<b>1 230 000.–</b>	<b>60,5 %</b>
– Direktion und Verwaltung	550 000.–	
– Unterricht	680 000.–	
<b>Betriebsausgaben</b>	<b>802 000.–</b>	<b>39,5 %</b>
– Besondere Tätigkeiten der Schule	476 000.–	
– Güter, Dienstleistungen, Waren	326 000.–	
<b>Total der Ausgaben</b>	<b>2 032 000.–</b>	<b>100 %</b>
<b>Verschiedene Einkünfte</b>	<b>85 000.–</b>	<b>4,2 %</b>
<b>Beiträge der Kantone</b>	<b>1 947 000.–</b>	<b>95,8 %</b>
<b>Total der Einkünfte</b>	<b>2 032 000.–</b>	<b>100 %</b>

### 3.2 Die Finanzierung des Projekts

Beim obigen Budgetentwurf sollten 1 947 000 Franken durch die öffentliche Hand, die Partnerin der HETSR, gedeckt werden. Die in der Konvention festgelegte Finanzierung (Art. 10) erfolgt nach den folgenden Grundsätzen:

#### 3.2.1 Vorausanteil des Sitzkantons

Der Sitzkanton der HETSR, der Kanton Waadt, übernimmt für seinen Standortvorteil einen Vorausanteil von 40 % der Betriebskosten.

#### 3.2.2 Der allgemeine Anteil der übrigen Partnerkantone der Konvention

Als interkantonale kulturelle Institution der Westschweiz wird die HETSR, abgesehen vom Vorausanteil des Sitzkantons, von allen Kantonen, die der Konvention beigetreten sind (inklusive Sitzkanton) gemäss dem allgemeinen Verteiler der Voranschläge der CIIP zu 20 % pro rata

der französischsprachigen Bevölkerung finanziert. Die HETSR hofft zudem auf externe Geldgeber (Schenkungen, Mäzenat usw.) sowie mit der Zeit auf Bundessubventionen.

#### 3.2.3 Die kantonalen Anteile nach Studierendenzahl

Der Restbetrag der interkantonalen Finanzierung wird durch die Kantone pro rata der Studierendenzahl nach kantonalen Herkunft gemäss den allgemein anerkannten Wohnsitzkriterien und nach der Definition der Interkantonalen Fachhochschulvereinbarung (FHV) vom 4. Juni 1998 (Art. 5) finanziert.

#### 3.2.4 Studierende aus anderen Kantonen und dem Ausland

Studierende aus Kantonen, die nicht Partner der HETSR sind, können an der Schule zugelassen werden, wenn ihr Heimatkanton sich bereit erklärt, gemäss den einschlägigen Vorschriften der Interkantonalen Fachhochschulvereinbarung (FHV) vom 4. Juni 1998 an die Finanzierung beizutragen.

Bewerberinnen und Bewerber aus dem Ausland können aufgenommen werden, wenn sie die Zulassungsbedingungen erfüllen. Diese Studierenden beteiligen sich nicht an der unter Ziffer 3.2.3 weiter oben erläuterten Verteilung. Ihre Zahl sollte grundsätzlich nicht mehr als 10 % des Studierendenbestandes der HETSR ausmachen.

### 3.3 Simulierung der Auswirkungen der vorgeschlagenen Finanzierung

In der weiter unten aufgeführten Simulierung wurde die Studierendenzahl der HETSR auf 30 festgelegt. Diese Zahl entspricht den Erforderniskriterien, die einerseits durch das Zulassungsverfahren, andererseits das Prinzip des zweijährlichen Ausbildungsbeginns gestellt sind.

Die Zahl der ausländischen Studierenden wurde auf 4 festgelegt; sie entspricht dem Durchschnitt, der im Laufe der letzten Jahre in den heutigen Berufsausbildungen an den Konservatorien Lausanne und Genf festgestellt wurde.

Vorausanteil des Sitzkantons: **40 %**

Allgemeiner Anteil aller Partnerkantone: **20 %**

Restbetrag: pro rata der Anzahl Studierenden aus anderen Kantonen.

<b>Budgetrestbetrag</b>	<b>1 947 000</b>	Sitz der ETSR in Lausanne, Waadt							
		<b>Bern</b>	<b>Freiburg</b>	<b>Genf</b>	<b>Jura</b>	<b>Neuenburg</b>	<b>Wallis</b>	<b>Waadt</b>	<b>Total</b>

<b>i) Vorausanteil des Sitzkantons</b>	<b>40</b>	<b>778 800</b>						<b>778 800</b>	<b>778 800</b>
<b>40 %</b>									

<b>ii) Beteiligung nach Einwohner</b>	<b>20</b>	<b>389 400</b>							
<b>20 %</b>									
	<b>Einwohner</b>								
	Bern	70 334	4,24 %	16 525					
	Freiburg	152 462	9,20 %		35 820				
	Genf	395 876	23,89 %			93 009			
	Jura	67 744	4,09 %				15 916		
	Neuenburg	165 538	9,99 %					38 892	
	Wallis	190 657	11,50 %						44 794
	Waadt	614 807	37,09 %						144 445
	<b>Total</b>	<b>1 657 418</b>	<b>100,00 %</b>						<b>389 400</b>

<b>iii) Beteiligung pro rata der Studierenden</b>	<b>40 %</b>	<b>778 800</b>								
<b>40 %</b>										
4 Ausländer/innen ausserhalb der Verteilung	<b>Studierendenzahl</b>		1	3	7	2	1	2	10	<b>26</b>
	<b>Betrag</b>		29 954	89 862	209 677	59 908	29 954	59 908	299 538	<b>778 800</b>

<b>Total der Beiträge der Kantone</b>									
<b>Bern</b>	<b>46 478</b>								
<b>Freiburg</b>		<b>125 682</b>							
<b>Genf</b>			<b>302 686</b>						
<b>Jura</b>				<b>75 824</b>					
<b>Neuenburg</b>					<b>68 846</b>				
<b>Wallis</b>						<b>104 701</b>			
<b>Waadt</b>								<b>1 222 784</b>	
<b>Total</b>									<b>1 947 000</b>

### 3.4 Finanzielle Auswirkungen für den Kanton

Heute besuchen die im Kanton Freiburg wohnhaften Studierenden die Theaterschulen in Lausanne und Genf (diese werden mit der Eröffnung der HETSR geschlossen) oder – die Deutschsprachigen – in der Deutschschweiz sowie im Ausland. Das Schulgeld bezahlen die Schülerinnen und Schüler selber, erhalten aber vom Kanton einen Beitrag. Bei Schülerinnen und Schülern, welche die Schulen von Kantonen besuchen, die das Regionale Schulabkommen (RSA 2000) unterzeichnet haben, zahlt der Kanton Freiburg diesen Kantonen bereits einen Pauschalbetrag pro Schülerin und Schüler.

Aufgrund der Anzahl Schülerinnen und Schüler mit Wohnsitz im Kanton Freiburg, die heute die Theaterschulen von Lausanne und Genf besuchen, werden pro Jahr voraussichtlich durchschnittlich drei Freiburger Studierende die HETSR besuchen.

Bei einem Beitritt zur interkantonalen Vereinbarung werden die drei Studierenden den Kanton rund 125 682 Franken pro Jahr kosten (Rechnungsgrundlage: Mustervorschlag, der vom provisorischen Stiftungsrat erstellt wurde).

Der Beitrag des Kantons an die HETSR wird im Vorschlag unter der Rubrik 3200/351.00 «Beiträge für den Besuch von Schulen ausserhalb des Kantons» eingetragen. Weil die Schule ihren Betrieb erst im Herbst 2003 aufnehmen wird, wurden im Vorschlag 2003 50 000 Franken eingetragen. Im Finanzplan für die Jahre 2004 bis 2006 wurde hingegen ein jährlicher Betrag von 125 000 Franken vorgesehen.

## 4. RECHTSFORM

### 4.1 Eine privatrechtliche Stiftung

Nach verschiedenen Studien hat sich die CIIP bei der künftigen HETSR schliesslich für die Rechtsform der privatrechtlichen Stiftung entschieden. Es sei daran erinnert, dass eine privatrechtliche Stiftung eine juristische Person ist, deren Errichtung der Widmung eines Vermögens für einen besonderen Zweck bedarf. Sie ist insbesondere durch die Artikel 80ff des Zivilgesetzbuches geregelt. Trotz des privaten Charakters kann sie einen Zweck von allgemeinem Interesse im Dienste der Allgemeinheit verfolgen, soweit gewisse Verwaltungsgrundsätze, insbesondere das Willkürverbot, eingehalten werden.

Die Rechtsform der privatrechtlichen Stiftung ist auch interessant, weil sie der Schule eine gewisse Unabhängigkeit und Flexibilität gewährleistet, die im Bereich des künstlerischen Unterrichts unabdingbar sind. Unter dem Gesichtspunkt der internen Organisation zum Beispiel und insbesondere der laufenden Geschäfte, ist es wichtig, dass die Berufsleute des Bühnenfachs bei ihren Entscheidungen über eine gewisse Marge an Autonomie verfügen. Auch Ruf und Glaubwürdigkeit der künftigen Schule sind davon abhängig. Die privatrechtliche Stiftung bietet somit entscheidende Vorteile.

In den Westschweizer Kantonen ist die privatrechtliche Stiftung im Übrigen eine bereits praktizierte und gut bekannte Struktur. Insbesondere denken wir dabei an die Konservatorien Biel, Genf und Lausanne, die Hotelfachschule Lausanne oder die Ingenieurschule Changins.

### 4.2 Zum Inhalt der Gründungsurkunde und der Nachfolgetexte

Die HETSR entsteht aus politischem Willen, der sich in der Form einer interkantonalen Konvention ausdrückt. Die eigentliche Gründungsurkunde der privatrechtlichen Stiftung wird in den Statuten bestehen, an die sich ein Sonderreglement für die Studierenden und eines für das Verwaltungs- und Lehrpersonal anschliessen.

Die **Statuten** der privatrechtlichen Stiftung sollten alle wesentlichen Elemente der Organisation und des Betriebs der HETSR enthalten (Rechtsform, Zweck, Finanzierung, Organe, Aufsicht, Auflösung usw.). Die Stiftung wird unter anderem durch einen **Stiftungsrat** gebildet, dem strategischen Organ mit rund 15 Mitgliedern (7 Vertreter/innen der Kantone und 4 Vertreter/innen der Berufskreise sowie anderen vom Rat beigezogenen Persönlichkeiten), einem **Büro** (maximal 5 Mitglieder, Fachpersonen für den finanziellen, organisatorischen, rechtlichen und künstlerischen Bereich), einer Direktion (unterstützt von einem pädagogischen Rat und einem Fachrat) und den operationellen Organen.

Das **allgemeine Reglement** wird die autonomen Vorschriften der Stiftung enthalten, die vom Stiftungsorgan, das von den Statuten dazu berechtigt ist (normalerweise der Stiftungsrat), festgelegt werden. Es wird die Regeln der allgemeinen Organisation festlegen und für das, was darüber hinausgeht, auf zwei Sonderreglemente verweisen.

Das **Studienreglement** wird die Vorschriften betreffend Rechte und Pflichten der Studierenden enthalten, insbesondere Zulassungsbedingungen, Ausbildungsdauer, Gebühren, Unterricht, Diplome und Rechtsmittel. Das **Reglement über die allgemeinen Arbeitsbedingungen des Verwaltungs- und Lehrpersonals** wird die Vorschriften bezüglich Rechte und Pflichten des Personals der Schule enthalten, insbesondere Anstellungsbedingungen, Pflichtenheft und Personalmittsprache.

## 5. DIE INTERKANTONALE KONVENTION

Die Schaffung einer Theaterhochschule der Westschweiz geht aus dem politischen Willen der Mitgliedkantone der CIIP hervor, der mit der Konvention konkret wurde, welche am 31. Mai 2001 unter dem Vorbehalt der Ratifizierung durch die betroffenen Kantone verabschiedet wurde. Eine Kopie dieser Konvention ist dem Dekretsentwurf angefügt; dazu gibt es wie folgt zu bemerken:

### *Präambel*

Sie hebt Absicht und Zweck dieses Projekts hervor, mit dessen Konkretisierung die erste Institution einer künstlerischen Ausbildung der Westschweiz geschaffen werden könnte. Sie hat die Ziele: Ausbildung, Förderung des Theaterschaffens, Förderung der Kunst, Wertschätzung des schweizerischen Theaterschaffens in französischer Sprache und rationelle Verwendung der öffentlichen Gelder.

### *Art. 1 Gegenstand*

Die Schule soll das Ausbildungsbedürfnis aller Kantone der Westschweiz betreffend Bühnenberufe (Schauspiel

und Regie) abdecken. Die Schule ist im Sinne des Bundesrechts und der interkantonalen Reglemente eine Institution des Typs Fachhochschule (FH).

#### **Art. 2 Zweck**

Die Schule muss offen sein gegenüber den verschiedenen Formen der Bühnenkunst und der zeitgenössischen Strömungen des künstlerischen Ausdrucks. Sie muss die Bedürfnisse der regionalen Theaterkreise berücksichtigen. Neben der Berufsausbildung, die mit einem Diplom abschliesst, sorgt sie für die Berufseinführung ihrer Diplomierten.

#### **Art. 3 Periodizität und Dauer der Ausbildung**

Die Ausbildung dauert gemäss den Standardvorschriften der FH drei Jahre. Der Ausbildungszyklus beginnt grundsätzlich alle zwei Jahre.

#### **Art. 4 Zulassung zur Ausbildung**

Sie besteht in zwei Teilen: der Erfüllung der formellen Bedingungen, die den Anforderungen des von der EDK genehmigten Profils entsprechen, sowie dem Bestehen einer Ausscheidungsprüfung.

#### **Art. 5 Diplom**

Das Diplom der Schule muss im Sinne der interkantonalen Vereinbarung von 1993 anerkannt sein.

#### **Art. 6 Rechtsstatus der Schule**

Dieser Artikel stellt den Grundsatz der privatrechtlichen Stiftung auf und schreibt vor, dass die Kantone mit der Ratifizierung der Konvention je über einen Sitz im Stiftungsrat verfügen. Die Berufskreise sind in den Stiftungsrat einzubeziehen, wobei aber die Vertreter der Kantone die Mehrheit bilden müssen.

Die Schule muss die Möglichkeit haben, sich mit anderen Institutionen zu verbinden.

#### **Art. 7 Sitz der Schule**

Der Sitz der Schule ist auf Lausanne festgelegt. Die CIIP hat dies am 29. September 2001 im Anschluss an einen bei allen potentiellen kantonalen Partnern eröffneten Wettbewerb beschlossen.

#### **Art. 8 Direktion, Verwaltung und Lehrkörper**

Der Status und die Zuständigkeit, den/die Direktor/in, das Personal und die Lehrpersonen anzustellen, sind in der Konvention geregelt.

#### **Art. 9 Budget**

Zuständigkeit und Modalitäten der Budgetgenehmigung werden dargelegt. Die kantonalen Vertreter verfügen im Stiftungsrat über eine Art Vetorecht, soweit sie dafür die Stimmenmehrheit erreichen (Art. 6 Abs. 3).

#### **Art. 10 Finanzierung**

Die Grundsätze der interkantonalen Finanzierung sind in der Konvention festgelegt.

Die Zulassung der Bewerberinnen und Bewerber aus Kantonen, die der Konvention nicht angeschlossen sind, ist möglich; die betroffenen Kantone zahlen eine Beteiligung in der Höhe des Betrags, der in der FH-Vereinbarung von Juni 1998 festgelegt ist.

Bei Bewerberinnen und Bewerbern aus dem Ausland wird vorgeschlagen, sie nicht in die Berechnung der interkantonalen Verteilung einzubeziehen; ihre Zahl soll 10 % des Studierendenbestandes nicht überschreiten.

#### **Art. 11 Beteiligung der Kantone, die nicht Mitglieder der Stiftung sind**

Siehe zweiter Abschnitt der Bemerkungen zu Artikel 10 weiter oben.

#### **Art. 12 In-Kraft-Treten**

Für ein ungehindertes In-Kraft-Treten der Konvention wird vorgeschlagen, dass es eintritt, sobald fünf Kantone, darunter die Kantone Genf und Waadt, die Konvention ratifiziert haben.

#### **Art. 13 Verpflichtung der Kantone**

Formelle Bestimmung, die sicherstellt, dass das Unternehmen im «Espace romand» einzigartig ist.

#### **Art. 14 und 15 Geltungsdauer der Konvention und Kündigung. Ratifizierung**

Formelle Bestimmungen.

#### **Parlamentarische Kontrolle**

Während den Verhandlungen über die Konvention hat die CIIP diese Frage aufmerksam geprüft. Auf Anraten ihres Rechtsberaters hat sie auf eine diesbezügliche Bestimmung verzichtet. Tatsächlich hält die «Konvention über die Aushandlung, Ratifikation, Ausführung und Änderung der interkantonalen Verträge und der Vereinbarungen der Kantone mit dem Ausland», die am 23. April 2002 in Kraft getreten ist, diesbezüglich unter Artikel 8 fest, dass eine parlamentarische Kontrolle vorzusehen ist, sobald der Anteil, der durch jeden Kanton im Jahresbudget zu übernehmen ist, 1 000 000 Franken im Durchschnitt übersteigt. Bei der HETSR-Konvention liegen die finanziellen Verpflichtungen weit unter diesem Betrag.

### **6. STAND DER ARBEITEN ZUR UMSETZUNG DER HETSR**

Der Terminplan für die Umsetzung der HETSR ist von den Entscheiden über die Ratifikation der Konvention durch die in den einzelnen Westschweizer Kantonen dazu ermächtigten Behörden abhängig. Bei der Niederschrift dieser Botschaft sind die Kantone Jura, Waadt und Wallis formell beigetreten. In den übrigen betroffenen Kantonen sind die Beitrittsentscheidungsverfahren derzeit im Gange.

Die Behörden des Kantons Waadt, die die Räumlichkeiten der Schule gemäss Pflichtenheft, das Anfang 2001

ausgeschrieben worden war, zur Verfügung stellen wollen, haben mit der Einrichtung der Räumlichkeiten für die HETSR begonnen; diese werden ab Herbst 2003 bezugsbereit sein.

Anfang 2002 hat die CIIP einen provisorischen HETSR-Rat bezeichnet. Er wurde beauftragt, die Stiftungsurkunde vorzubereiten, die Reglemente des Schulbetriebs zu erarbeiten, die Waadtländer Behörden bei der Vorbereitung der Räumlichkeiten zu unterstützen, die Stelle der Direktorin oder des Direktors der HETSR auszuschreiben und einen Budgetentwurf vorzubereiten.

Der Stiftungsrat kann erst bezeichnet werden, wenn die Konvention in Kraft tritt, also fünf Kantone, darunter die Kantone Waadt und Genf, sie ratifiziert haben. Bis im Frühsommer 2003 sollte es soweit sein. Damit wird die HETSR ihre ersten Studierenden im Herbst 2003 aufnehmen können.

Der provisorische Stiftungsrat hat aus den Bewerbungen, die auf seine Stellenausschreibung eingingen, den Direktor der künftigen HETSR ausgewählt. Sie hat die Stelle dem belgischen Theaterregisseur, Compagnie-Direktor und Schauspiellehrer Yves Beaunesne, geb. 1958, übertragen. Beaunesne hat diese Aufgabe ab 1. September 2002 nach und nach übernommen. Als nächstes sind die Ausschreibung der Dozierendenstellen, die Veröffentlichung des Studienreglements, die Ausschreibung für die Studierenden, das Ausscheidungsverfahren und schliesslich die Eröffnung der Schule im September 2003 vorgesehen.

## **7. SCHLUSSBEMERKUNG**

Der Kanton Freiburg betreibt seit mehreren Jahren eine Politik der Förderung des Kulturschaffens und fördert dabei besonders das Theaterschaffen. Verschiedene

Berufstruppen, darunter das Théâtre des Osses, weisen eine regelmässige Theatertätigkeit auf, deren Ausstrahlung über die Kantonsgrenzen hinausgeht. Im Übrigen hat der Kanton Ende der 80er-Jahre den Theaterunterricht am Konservatorium verstärkt, indem er insbesondere einen Kurs geschaffen hat, der auf die Aufnahmeprüfungen der schweizerischen und ausländischen Theaterschulen vorbereitet. Damit konnte sich eine Anzahl Freiburger Schauspielerinnen und Schauspieler ausbilden lassen, die heute in verschiedenen institutionellen und unabhängigen Theatern der Westschweiz arbeitet.

Mit dem Beitritt zur interkantonalen Konvention über die HETSR kann der Kanton Freiburg den Vorbereitungs-klassen für Theater des kantonalen Konservatoriums eine bessere Grundlage geben: sie sind in der Westschweiz der einzige institutionelle Bildungsgang dieser Art. Zudem können mit der Schaffung einer Theaterhochschule der Westschweiz die Kräfte aller betroffenen Kantone in einer einzigen Institution zusammengeführt werden. Diese Lösung hat den Vorteil, dass sich die angehenden Schauspielerinnen und Schauspieler in einer Schule mit anspruchsvollen Zulassungs- und Zertifizierungsbedingungen ausbilden lassen können und die Anerkennung ihrer Diplome in der Schweiz und im Ausland garantiert ist. Schliesslich hat der Beitritt aller Kantone der CIIP zur interkantonalen Konvention über die HETSR politische und symbolische Bedeutung, denn damit kann die erste Bildungsstätte für künstlerische Berufe der Westschweiz geschaffen werden.

Wir laden Sie deshalb ein, den Dekretsentwurf betreffend den Beitritt zur interkantonalen Konvention über die Schaffung einer Theaterhochschule der Westschweiz zu genehmigen.

\_\_\_\_\_

**Décret**

*du*

**portant adhésion du canton de Fribourg à la convention intercantonale relative à la Haute Ecole de théâtre de Suisse romande**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 7 al. 2 de la Constitution fédérale;  
Vu les articles 45 lettres b et m et 52 al. 1 let. 1 de la Constitution du canton de Fribourg du 7 mai 1857;  
Vu le message du Conseil d'Etat du 1er avril 2003;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

**Art. 1**

Le canton de Fribourg adhère à la convention intercantonale relative à la Haute Ecole de théâtre de Suisse romande (HETSR), dont le texte suit le présent décret.

**Art. 2**

1 Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.  
2 Ce décret est soumis au referendum législatif.

**Art. 3**

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

---

**Dekret**

*vom*

**betreffend den Beitritt des Kantons Freiburg zur interkantonalen Vereinbarung über die Hochschule für Theater der Westschweiz**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf Artikel 7 Abs. 2 der Bundesverfassung;  
gestützt auf die Artikel 45 Buchstaben b und m und 52 Abs. 1 Bst. a der Staatsverfassung des Kantons Freiburg;  
nach Einsicht in die Botschaft des Kantons Freiburg vom 1. April 2003;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Der Kanton Freiburg tritt der interkantonalen Vereinbarung über die Hochschule für Theater der Westschweiz (HETSR) bei. Ihr Wortlaut folgt diesem Dekret.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Der Staatsrat ist mit dem Vollzug dieses Dekrets beauftragt.  
<sup>2</sup> Dieses Dekret untersteht dem Gesetzesreferendum.

**Art. 3**

Der Staatsrat legt den Zeitpunkt des Inkrafttretens fest.

---

## Convention intercantonale

du 31 mai 2001

### relative à la Haute Ecole de théâtre de Suisse Romande (HETSR)

---

*La Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin*

Vu les besoins généraux de formation des comédiens et metteurs en scène de la région;

Dans le but de favoriser la création théâtrale d'expression française dans l'espace culturel romand;

Désireuse de promouvoir une relève artistique de haut niveau dans le domaine de l'expression théâtrale;

Dans le but d'assurer une présence artistique de qualité de la Suisse romande dans les cadres national et international;

Soucieuse d'une utilisation rationnelle et économique des moyens à sa disposition;

*Arrête:*

#### **Art. 1** Définition de l'objet

<sup>1</sup> Une Haute Ecole de théâtre de Suisse romande (HETSR) est mise en place pour répondre aux besoins de l'ensemble des cantons.

<sup>2</sup> L'Ecole a charge d'assurer la formation professionnelle des comédiens et des metteurs en scène.

<sup>3</sup> L'Ecole est une institution de formation supérieure de niveau haute école spécialisée (HES).

## Interkantonale Vereinbarung

vom 31. Mai 2001

### über die Hochschule für Theater der Westschweiz (HETSR)

---

*Die Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren der Westschweiz und des Tessins*

gestützt auf das allgemeine Bedürfnis nach einer Ausbildung für Schauspiel und Regie in der Region;

mit dem Ziel, das französischsprachige Theaterschaffen im Westschweizer Kulturraum zu fördern;

mit dem Wunsch, auf dem Gebiet des Theaterschaffens einen qualitativ hoch stehenden künstlerischen Nachwuchs zu fördern;

mit dem Ziel, national und international eine qualitativ hoch stehende künstlerische Präsenz der Westschweiz sicherzustellen;

bemüht um eine rationelle und wirtschaftliche Verwendung der verfügbaren Mittel;

*beschliesst:*

#### **Art. 1** Gegenstand

<sup>1</sup> Es wird eine Hochschule für Theater der Westschweiz (HETSR) geschaffen, die die Bedürfnisse aller Kantone abdeckt.

<sup>2</sup> Die Schule sorgt für die Berufsausbildungen in Schauspiel und Regie.

<sup>3</sup> Die Schule ist eine höhere Ausbildungsstätte auf der Stufe Fachhochschule (FH).

## **Art. 2** Objectifs

<sup>1</sup> La HETSR a pour but l'exploitation d'une institution de formation supérieure, lieu d'enseignement des matières nécessaires à la connaissance et à la pratique du théâtre, d'expérimentation et de réflexion. Elle est ouverte aux différentes formes d'art et aux courants contemporains de la pensée et de l'expression artistique.

<sup>2</sup> Elle répond aux besoins des milieux de l'expression théâtrale de la région, elle favorise les possibilités d'échanges.

<sup>3</sup> Elle favorise l'insertion professionnelle de ses diplômés.

## **Art. 3** Durée et périodicité de la formation

<sup>1</sup> Le cycle habituel de la formation est d'une durée de trois ans.

<sup>2</sup> Les travaux et épreuves conduisant à la certification peuvent s'étendre sur une durée de dix mois au plus au-delà du cycle de formation.

<sup>3</sup> Les admissions ont lieu, en principe, une année sur deux.

## **Art. 4** Accès à la formation

<sup>1</sup> Peuvent s'inscrire au concours d'admission à la HETSR les candidats et candidates qui répondent aux conditions suivantes:

- a) être titulaires d'une maturité gymnasiale reconnue, ou
- b) titulaires d'une maturité professionnelle reconnue, ou
- c) titulaires d'un diplôme décerné par une école du degré diplôme ou une école supérieure de commerce et clôturant une formation reconnue de trois ans, ou
- d) titulaires d'un diplôme reconnu, décerné par une autre école de culture générale du degré secondaire II, ou
- e) qui peuvent attester d'un niveau de culture générale équivalent, acquis différemment.

<sup>2</sup> L'Ecole peut, à titre exceptionnel, ne pas exiger des candidats et candidates un diplôme de degré secondaire II s'ils font preuve d'un talent hors du commun dans le domaine artistique considéré.

<sup>3</sup> L'admission n'est prononcée par la HETSR qu'à l'issue des épreuves d'un concours.

<sup>4</sup> Les candidats et candidates peuvent se présenter trois fois aux épreuves du concours.

## **Art. 2** Zweck

<sup>1</sup> Die HETSR bezweckt den Betrieb einer höheren Ausbildungsstätte, an der Theaterwissen und Theaterpraxis vermittelt werden und die ein Ort des Experimentierens und der Reflexion ist. Sie öffnet sich den verschiedenen Kunstformen und zeitgenössischen Strömungen künstlerischen Denkens und Ausdrucks.

<sup>2</sup> Sie erfüllt die Bedürfnisse des regionalen Theaterschaffens und fördert die Möglichkeiten des Austauschs.

<sup>3</sup> Sie begünstigt den Berufseinstieg ihrer Diplomierten.

## **Art. 3** Dauer und Häufigkeit der Ausbildung

<sup>1</sup> Die Ausbildung dauert grundsätzlich 3 Jahre.

<sup>2</sup> Die Arbeiten und Prüfungen, die zur Diplomierung führen, können sich bis zu 10 Monate über das Ausbildungsende hinaus erstrecken.

<sup>3</sup> Aufnahmen finden grundsätzlich alle 2 Jahre statt.

## **Art. 4** Zulassung

<sup>1</sup> Für eine Anmeldung zum Zulassungswettbewerb der HETSR müssen die Bewerberinnen und Bewerber sich ausweisen können über:

- a) anerkannte Gymnasialmaturität, oder
- b) anerkannte Berufsmaturität, oder
- c) ein Diplom einer Diplommittelschule oder einer höheren Handelsschule, das eine anerkannte dreijährige Ausbildung abschliesst, oder
- d) ein anerkanntes Diplom einer anderen allgemein bildenden Mittelschule, oder
- e) ein auf andere Weise erworbenes vergleichbares Allgemeinbildungsniveau.

<sup>2</sup> Die Schule kann ausnahmsweise Bewerberinnen oder Bewerber am Zulassungswettbewerb teilnehmen lassen, die über kein Mittelschuldiplom verfügen, wenn sie auf dem betreffenden künstlerischen Gebiet aussergewöhnlich begabt sind.

<sup>3</sup> Die Zulassungsentscheid der HETSR folgt auf die Prüfungen des Zulassungswettbewerbs.

<sup>4</sup> Die Bewerberinnen und Bewerber können dreimal am Zulassungswettbewerb teilnehmen.

**Art. 5** Diplômes

L'Ecole délivre des diplômes reconnus au sens de l'Accord intercantonal du 18 janvier 1993 sur la reconnaissance des diplômes.

**Art. 6** Statut juridique de la HETSR

<sup>1</sup> L'Ecole est constituée en une fondation de droit privé.

<sup>2</sup> Les cantons, parties à la présente convention, disposent d'un siège au sein du conseil de la fondation.

<sup>3</sup> Quatre sièges sont réservés aux représentants des milieux professionnels concernés, pour autant que les représentants des cantons conservent la majorité.

<sup>4</sup> La HETSR peut conclure un accord d'association avec d'autres institutions poursuivant des buts analogues.

**Art. 7** Siège de la HETSR

La HETSR a son siège à Lausanne.

**Art. 8** Direction, administration et corps enseignant de l'Ecole

<sup>1</sup> Le directeur ou la directrice de la HETSR est engagé-e par le conseil de la fondation.

<sup>2</sup> Le corps enseignant de la HETSR et le personnel sont engagés sous contrat de droit privé par le directeur ou la directrice de l'Ecole.

**Art. 9** Budget

Le budget annuel de l'Ecole est arrêté par le conseil de la fondation. La majorité des membres du conseil, représentants des cantons, est requise.

**Art. 10** Financement

<sup>1</sup> Le solde du budget de fonctionnement de la HETSR, hors subventions ou recettes extérieures, est financé par les cantons signataires de la convention selon les règles suivantes:

- i) une participation précipitaire du canton siège de 40 %;
- ii) une participation générale de l'ensemble des cantons de 20 % au prorata de leur population de langue française;
- iii) une participation au prorata de leurs ressortissants en formation selon le domicile avant le début de la formation sur le solde restant.

**Art. 5** Diplome

Die Schule stellt Diplome gemäss der interkantonalen Vereinbarung vom 18. Januar 1993 über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen aus.

**Art. 6** Rechtsform der HETSR

<sup>1</sup> Die Schule wird als privatrechtliche Stiftung errichtet.

<sup>2</sup> Die Kantone, die Parteien dieser Vereinbarung sind, verfügen über einen Sitz im Stiftungsrat.

<sup>3</sup> Vier Sitze sind für die Vertreter der einschlägigen Berufskreise reserviert; die Kantonsvertreter müssen die Mehrheit behalten.

<sup>4</sup> Die HETSR kann mit Institutionen, die vergleichbare Ziele verfolgen, Partnerschaftsabkommen abschliessen.

**Art. 7** Sitz der HETSR

Die HETSR hat ihren Sitz in Lausanne.

**Art. 8** Leitung, Verwaltung und Lehrkörper der Schule

<sup>1</sup> Der Direktor oder die Direktorin der HETSR wird vom Stiftungsrat angestellt.

<sup>2</sup> Der Lehrkörper der HETSR und das Personal werden mit privatrechtlichem Vertrag vom Schuldirektor angestellt.

**Art. 9** Budget

Das Jahresbudget der Schule wird vom Stiftungsrat verabschiedet. Dazu ist die Mehrheit der Ratsmitglieder des Stiftungsrats, die die Kantone vertreten, erforderlich.

**Art. 10** Finanzierung

<sup>1</sup> Der nach Subventionen und externen Einnahmen verbleibende Restbetrag des Betriebsbudgets der HETSR wird von den Unterzeichnerkantonen der Vereinbarung gemäss den folgenden Bestimmungen finanziert:

- i) Vorauszahlung des Sitzkantons im Umfang von 40 %;
- ii) allgemeine Beteiligung aller Kantone im Umfang 20 % im Verhältnis zu ihrer französischsprachigen Bevölkerung;
- iii) der Restbetrag wird nach der Anzahl der Kantonsangehörigen in Ausbildung aufgeteilt; massgebend ist der Wohnort vor Ausbildungsbeginn.

<sup>2</sup> Le canton de domicile est déterminé conformément à l'Accord intercantonal sur les hautes écoles spécialisées (AHES) du 4 juin 1998 (art.5).

<sup>3</sup> Les étudiants étrangers ne sont pas pris en compte dans le calcul de la participation cantonale selon l'alinéa 1 let. iii ci-dessus.

**Art. 11** Participation des cantons non membres de la fondation HETSR

Les cantons non membres de la fondation versent à l'Ecole une contribution forfaitaire pour leurs ressortissants, conformément à l'Accord intercantonal sur les hautes écoles spécialisées (AHES) du 4 juin 1998.

**Art. 12** Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur lorsque cinq cantons au moins l'ont ratifiée, dont les cantons de Genève et de Vaud.

**Art. 13** Engagement des cantons

Les cantons qui ratifient la convention renoncent à organiser en parallèle une formation professionnelle qui pourrait concurrencer la HETSR.

**Art. 14** Durée de la convention et dénonciation

<sup>1</sup> La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

<sup>2</sup> Elle est résiliable à la fin de chaque session du cycle de formation, moyennant un préavis de deux ans.

<sup>3</sup> La partie qui résilie reste redevable de sa part de financement pour ses ressortissants jusqu'à l'achèvement de leur formation.

**Art. 15** Ratification et modification de la convention

<sup>1</sup> L'autorité cantonale habilitée communique sa décision de ratification au secrétariat de la Conférence qui en informe les autres partenaires.

<sup>2</sup> Toute proposition de modification de la convention est transmise au secrétariat qui requiert l'avis des autres partenaires de la convention avant de la soumettre à ratification de la Conférence.

<sup>2</sup> Der Wohnsitzkanton wird gemäss der interkantonalen Fachhochschulvereinbarung (FHV) vom 4. Juni 1998 (Art.5) bestimmt.

<sup>3</sup> Ausländische Studierende werden nicht in die Berechnung der kantonalen Beteiligung gemäss Absatz 1 Bst. iii) einbezogen.

**Art. 11** Beteiligung der Kantone, die nicht Mitglieder der HETSR-Stiftung sind

Die Kantone, die nicht Mitglieder der Stiftung sind, bezahlen der Schule für ihre Kantonsangehörigen einen Pauschalbetrag gemäss der interkantonalen Fachhochschulvereinbarung (FHV) vom 4. Juni 1998.

**Art. 12** Inkrafttreten

Diese Vereinbarung tritt in Kraft, sobald mindestens fünf Kantone, darunter Genf und Waadt, sie unterzeichnet haben.

**Art. 13** Verpflichtung der Kantone

Die Kantone, die die Vereinbarung unterzeichnen, verzichten darauf, eine parallele Berufsausbildung zu schaffen, die die HETSR konkurrenzieren könnte.

**Art. 14** Dauer der Vereinbarung und Kündigung

<sup>1</sup> Diese Vereinbarung wird für eine unbefristete Zeit abgeschlossen.

<sup>2</sup> Sie ist mit zweijähriger Kündigungsfrist auf das Ende eines Ausbildungsgangs kündbar.

<sup>3</sup> Die kündende Partei schuldet ihren Anteil an der Finanzierung der Ausbildung ihrer Kantonsangehörigen, bis diese fertig ausgebildet sind.

**Art. 15** Beitritt und Änderung der Vereinbarung

<sup>1</sup> Die ermächtigte Kantonsbehörde teilt den Beitrittsentscheid dem Sekretariat der Konferenz mit und informiert die übrigen Partner.

<sup>2</sup> Jeder Antrag zur Änderung der Vereinbarung wird dem Sekretariat übermittelt, das die Meinung der übrigen Vereinbarungspartner einholt, bevor es den Antrag der Konferenz zur Genehmigung vorlegt.

*Cette convention a été adoptée par la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin dans sa séance plénière du 31 mai 2001, l'article 7 ayant été complété au cours de la séance plénière du 27 septembre 2001.*

Neuchâtel, Lausanne, les 31 mai et 27 septembre 2001.

La Présidente:

M. BRUNSCHWIG GRAF

Le Chancelier:

J.-M. BOILLAT

*Diese Vereinbarung wurde von der Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren der Westschweiz und des Tessins in der Vollversammlung vom 31. Mai 2001 verabschiedet; der Artikel 7 wurde in der Vollversammlung vom 27. September 2001 ergänzt.*

Neuenburg, Lausanne, 31. Mai 2001 und 27. September 2001.

Die Präsidentin:

M. BRUNSCHWIG GRAF

Der Kanzler:

J.-M. BOILLAT